

Recherches sociographiques



Où sont passés les *roughmen* ? Les anglophones du Québec

Jean-Jacques Simard

Volume 24, Number 3, 1983

Populations

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/056053ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/056053ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this note

Simard, J.-J. (1983). Où sont passés les *roughmen* ? Les anglophones du Québec. *Recherches sociographiques*, 24(3), 391–412. <https://doi.org/10.7202/056053ar>

OU SONT PASSÉS LES ROUGHMEN? LE DESTIN DU QUÉBEC ANGLAIS

L'hagiographie nous révèle hélas trop peu de choses sur Saint-à-Rebrousse-Poil. Ce qu'on en sait vient de la géographie : son nom fut donné à une pointe formée par le méandre d'un ruisseau sablonneux dans la région appalachienne, au sud-ouest de Québec. Aux environs, les villages s'appellent Leeds, Inverness, Kinnear Mills. Sauf pour ce dernier, on y parle maintenant français, en conséquence du mouvement migratoire associé à la « reconquête des Cantons de l'Est ». D'où notre saint patron de la rencontre acrimonieuse : il s'agit de la déformation phonétique du toponyme anglais Sandy Brook's Point. Quand même, s'il fallait exorciser une fois pour toutes l'incompréhension et l'inimitié mutuelles que se sont vouées en ce pays les descendants de la Nouvelle-France et ceux de la Conquête, il me semble qu'on ne trouverait pas mieux à invoquer que saint À-Rebrousse-Poil.

Les auteurs rassemblés par Gary CALDWELL et Eric WADDELL (*Les anglophones du Québec. De majoritaires à minoritaires*, Québec, Institut québécois de recherches sur la culture, 1982, 479p. « Identité et changements culturels », 1) lui élèvent, à leur manière, un modeste sanctuaire, mais on sent bien qu'au fond, ils auraient préféré célébrer saint Octave de l'Avenir : les directeurs se présentent, avec quelques autres parmi les signataires de ce recueil, comme membres du groupe « Anglo-Québec en mutation ». Et puis, ils publient sous l'égide d'une chapelle où s'instituent déjà, en attente de réalisation, bien des mutations culturelles. (L'institut produit suffisamment pour être consacré, quant à lui, à sainte Émilie de l'Énergie, sinon à sainte Foy.)

L'ouvrage présente son sujet en sept chapitres¹ et vingt-cinq articles dont, au milieu, celui qui aurait peut-être dû venir en premier : à partir d'une expérience auprès d'une classe cosmopolite d'étudiants de McGill, Édouard

1. « Les bases socio-historiques du Québec anglophone », « Perception de soi, de l'autre et du Québec », « Les mille et une facettes de l'anglophonie québécoise », « Crises au sein des Institutions », « Le monde de l'enseignement », « Les médias », « La scène politique ».

Cloutier y montre en effet comment la polysémie des appellations renvoie aux relations identitaires. Si tout le monde s'accorde pour constater que les uns et les autres s'appellent mutuellement « les Anglais » et « *the French-Canadians* », ces derniers, de l'avis de la majorité des étudiants, se nomment eux-mêmes « Québécois », en y affectant des référents plus politiques et territoriaux qu'ethno-linguistiques. Nous avons ici affaire à une conscience « nationale », c'est clair. Les « anglos », en revanche, ne s'entendraient pas sur leur propre appellatif, et privilégieraient leurs traits ethno-linguistiques *avant* leur appartenance au Canada.² Ces représentations racontent l'essentiel — non ? Il y a deux nations en ce pays et les Anglais du Québec ne savent plus trop s'ils appartiennent encore à l'une d'entre elles. C'est aussi ce que laisse entendre le sous-titre : de majoritaires à minoritaires. Mais encore ? Comment est-ce possible ? Qu'est-il arrivé ? *It boggles the mind !*

A) *Change pour contre*

Il y a quelques années, dans *Le fait anglais au Québec*, Sheila ARNOPOULOS et Dominique CLIFT avaient presque prétendu que l'avenir du Canada et du Québec reposait sur un projet libéral de société susceptible de transcender à la fois les simples « faits » anglais au Québec et français au Canada. Ils avaient, ce me semble, oublié que les « Français » du Québec verraient toujours leur *fait* comme leur *projet* : appartenances ethnique, territoriale et politique ont toujours eu tendance, chez eux, à se confondre — et jamais autant que depuis ce jour fatal où ils ont enlevé leur tuque de Canadien français pour mettre celle de Québécois. Les Anglais de Montréal — je veux parler de la bourgeoisie et de ceux qu'elle rassemblait autour d'elle par répulsion envers les *French-Canadians* — n'ont pas eu besoin de se chercher : en trouvant le Canada, ils se sont trouvés. Pendant un siècle et demi, Montréal fut le centre du projet canadien, et au centre de ce centre vous aviez les Anglais. Ils étaient moins « majoritaires » qu'*hégémoniques* par rapport aux autres souches immigrantes et *dominants* par rapport aux autres classes. Ces Anglais avaient d'ailleurs tendance à être plutôt Écossais, ce qui fournit déjà deux indices sur les projets qu'ils entretenaient à propos du Canada : il serait question d'argent et on n'allait guère souffrir la fêrule de la gentilhommerie aristocratique et coloniale³ — on n'était pas aux Indes ! Cela vous donne le Canada : du commerce *a mari usque ad mare*, et l'*american dream* moins l'indépendance (puisque les complicités trans-océaniques avec le Capital britannique restaient le principal avantage comparatif des financiers de Montréal devant la concurrence américaine). Pas besoin d'accrocher à ce rêve des préoccupations explicitement ethno-linguistiques : la « culture du

2. « Les groupes du Québec et leurs appellatifs » : 131-145.

3. Le premier parti politique anglais au Canada s'appellera le *Scot Party*. (Robert SWEENEY, « Esquisse de l'histoire économique du Québec anglophone » : 73-92.)

libéralisme» se confondait à la manière et à la langue anglaises. Encore aujourd'hui, quand CALDWELL et WADDELL⁴ cherchent à rappailer les apports typiquement britanniques à la civilisation, ils empruntent au Bon docteur Laurin les thèmes de la responsabilité individuelle et de la vitalité autonome de la société civile (associations volontaires, corps intermédiaires, institutions communautaires, gouvernements locaux). On enjambe l'esprit d'entreprise parce que l'Entreprise réalisée lui a donné mauvaise presse, mais tout le reste du modèle est là : l'expression de la culture anglaise et le projet émancipateur d'une société libérale, bourgeoise, se confondent. Quant aux restants analphabètes de la Nouvelle-France, une fois la page des Rébellions tournée, leurs élites s'en occupent. Bon travailleurs et bons vivants, dotés des vertus rurales de politesse, de simplicité, du naturel et de l'ascèse, ils ont trouvé leur place : celle de l'ethnie, justement. Leur poids, dans le projet national canadien, resterait surtout démographique en attendant qu'ils soient en mesure d'y apporter une contribution active, un peu comme les Noirs dans les rêves de Sir Cecil Rhodes, ou les Arabes dans l'esprit des colons de l'Algérie française. Comme dit fort adroitement John D. JACKSON : « En 1867, le Canada-français et le Canada-anglais étaient face à face, deux nationalités distinctes unies par des coalitions de classe. »⁵

Une nuance s'impose quant même : vous avez d'un côté des gens qui donnent à l'idée de nation le sens primordial d'une « race », d'un héritage inéluctable, d'une communauté du sang et de sens ; et de l'autre, ceux qui en font un espace collectif où dépasser les entraves de la tradition et de la prescription, un contrat social à imaginer, une société à bâtir. En somme, s'il y a deux « nationalités » — deux groupes ethno-linguistiques — il n'y a qu'une seule « nation », au sens moderne d'État-Marché-Corps politique, un seul grand pays libéral à construire, et cela, me semble-t-il, *pour les deux parties*, française aussi bien qu'anglaise.

Au moment même où les Anglais entreprennent d'ériger le Canada, que font en effet les Canadiens français ? Ils font comme s'ils étaient prêts à abandonner le Canada aux Autres en imaginant leur propre projet collectif, la Colonisation du Nord, par lequel ils transportent symboliquement *ailleurs* les *lendemains* de leur *Entre-nous-autres*. En pratique, ils fuient par centaines de milliers vers la terre promise américaine. Ceux qui restent comprennent que le Nord-Ouest leur est fermé, grâce à l'affaire Riel et plus tard, à celles des écoles du Manitoba et de l'Ontario. Les voici refoulés sur l'espace québécois où, déjà, même les pays de colonisation sont sous la férule des compagnies anglaises du primaire. Resteront alors la Revanche des berceaux, la Conquête des Cantons de l'Est, et la Mission agriculturaliste providentielle. Les Canadiens français se

4. « Perspectives d'avenir » : 431-466.

5. « La question linguistique au Québec : droits collectifs et droits individuels » : 375-390 ; p. 384. L'article de Jackson m'est apparu exceptionnellement dense et riche.

retrouvent confinés à l'horizon qui, dès le départ, leur avait été aménagé dans le projet canadien : l'ethnie, la démographie et la terre du Québec. Que le bon gré y soit ou non, qu'importe : le fait demeure qu'ils se feront grâce d'occuper cet office.

Je suis né en 1945 à Kénogami, une ville ouvrière marchant au double rythme des cloches d'église et de la sirène du moulin Price Brothers, et c'est là la première image qu'on m'ait transmise du destin canadien-français. Les Anglais vivaient de l'autre côté de la *track* patrouillée par les trains-de-papier. Ils invitaient les enfants une fois l'an, pour célébrer la fête de la Confédération. Montréal nous obsédait. C'était une ville où tout le monde parlait anglais, où il y avait des gratte-ciel et des châteaux, des nègres, des vrais pauvres, des « guedounes » et des clubs-de-nuit. C'était le centre de l'univers et — quel objet de fierté ! — la métropole du Canada tout entier. Cependant, quand, entre enfants, nous voulions situer un endroit extraordinairement éloigné, étranger, inaccessible, nous disions, d'un seul mot, *labalabaâmontréal* : « Ou c'est, l'Afrique ? — C'est labalabaâmontréal ». Je parierais que les petits Anglais québécois, même hors de Montréal, se situaient (mais réciproquement) dans le *même champ symbolique*. S'il fallait qualifier ce champ, je proposerais : canadien, et j'ajouterais que nous nous sommes aperçus en même temps que le pays « réel » ne ressemblait guère à notre commune vision du Canada : après la dernière guerre mondiale. Nous avons dû alors constater que le Québec n'était pas vraiment le Canada, et que, malheureusement, nous étions du Québec. Cela nous a, les uns les autres, choqués et déçus.

Le problème, c'est que nous avons alors, sur le terrain du Québec, troqué change-pour-contre les places que nous occupions au Canada symbolique : les « Canadien français » se sont mis à se prendre pour les Québécois et les *Canadians* d'ici sont devenus des « Anglo-Québécois ». « Leur » horizon embrassait d'abord la nation politique-territoriale tandis que « notre » identité s'agrippait aux héritages ethno-linguistiques ; on dirait que la situation est renversée ! Il « leur » fallait bâtir, « nous » devions survivre ; depuis que « nous » nous sommes mis en frais de bâtir, voici qu'« ils » craignent pour « leur » survivance. Ottawa représentait pour « nous » le compromis permanent avec les Anglais — « nous » y envoyions « nos » métis, Laurier, St-Laurent et Trudeau ; voici que le *french power* y sévissait — et « ils » devraient bientôt y placer « leurs » métis, Mulroney ou Turner. Que « nous » ayons compris quelques années avant « eux » n'aura guère d'importance dans cent ans : les historiens d'alors parleront des années 1960-1990 comme de « l'Âge de la prise de conscience » du Québec tout court.

B) *Grandeur et décadence d'une grande famille*

À condition d'éviter d'expliquer les prises de conscience par la théorie de la prise de conscience — tentation courante à notre époque — les historiens

pourraient bien porter le regard sur les facteurs que voici : le développement de l'empire américain ; la modification structurelle des forces et rapports de production capitalistes.⁶

1. *Les restes du Capital*

Si, comme on baragouine à Montréal, « la fierté a une ville », une économie-monde a bien le droit d'avoir un centre. S'agissant du capitalisme, on ne risque pas gros à signaler qu'au cours de ce siècle, ce centre s'est déplacé de la Grande-Bretagne aux États-Unis. Les Anglais de Montréal — je parle toujours du noyau marchand — avaient parié sur l'Angleterre envers laquelle ils étaient déjà profondément commis. Ils se sont trompés. Dès 1920, le gros des affaires canadiennes étaient aux mains des Américains. La crise a porté un sacré coup à ce qui restait. Prenez les bijoux de la famille, Bank of Montreal et Royal Bank :⁷ au cours des années trente, ces réseaux sont obligés de se rétracter sur le Canada, de rapatrier leur capital. En 1926, Bank of Montreal est le *principal* établissement financier du Mexique ; elle se retire en 1934. Il y a, dit pudiquement Sweeny, « contraction » dans les textiles, les pâtes et papiers, « peu d'investissement ». Les *majors* américains profitent de la crise pour consolider leurs positions mondiales. Aux capitaux montréalais, reste le Canada : le C.P. règne sur l'Ouest, les Webster exploitent le charbon néo-écossais, B of M est à Terre-Neuve, Nesbit Thompson vend de l'électricité aux Nord-Ontariens, Sun Life occupe le gros du marché national de l'assurance. Ça va — à peu près, et pas pour longtemps (pensons à la Sun Life) : la dérive générale des centres décisionnels porte vers Toronto, aspirée par le formidable développement du Centre-Nord et du Nord-Ouest états-uniens — l'auto, l'acier, l'*agrobusiness*, l'aviation. La guerre viendra cristalliser ce courant : de quoi se nourrit-elle, en

6. Cela me fait un peu de peine d'ajouter une modeste goutte d'eau à la crédibilité de la thèse de la « détermination économique en dernière instance ». Car je suis de ceux qui croient, quant on les force à se brancher, que dans l'histoire et la société humaine, c'est la culture qui est déterminante en dernière — mais alors au bout du terme du restant de la toute dernière — instance. Que voulez-vous, on est bien obligé de reconnaître que depuis deux siècles, la sphère économique occupe l'avant-scène du champ de symbolisation où nos sociétés puisent les matériaux culturels susceptibles de conférer sens (orientation/interprétation) à la vie. La croyance au « mythe fondateur » de l'économie et la puissance effective des pratiques économiques dans la production du social se fondent l'une sur l'autre : c'est une affaire de poule et d'œuf — ou encore, mais en plus distingué, une relation dialectique.

7. Le triptyque *Bank, Montreal* et *Royal* résume bien l'identité de la famille. Le réseau Royal Bank associe Montreal Trust, Dominion Bridge, Canada Steamship, Montreal Light Heat and Power, Dominion Steel, Montreal Tramway : l'infrastructure du commerce et de l'industrie (énergie, transports, construction). Bank of Montreal, c'est Royal Trust (on a vu le jeu de chaises *Montreal-Royal* ?), Dominion Rubber, Dominion Textile, Ogilvie Mills, Bell Canada, Canadian Pacific Railways : la même chose plus le secteur du *cheap and plentiful labor*. Noter que la finance est *Royal*, l'industrie *Dominion* et les communications *a mari usque ad mare, Canadian*.

effet, sinon des ressources de la terre, d'acier, de machines automobiles et volantes. Les premiers grands personnages à quitter le Québec seront d'ailleurs les producteurs miniers et les fabricants de matériel militaire. En conséquence, écrit Sweeny, « Bay Street » [Toronto] ne tarda pas à devenir la nouvelle capitale financière du pays ». ⁸

Les *Montrealers* n'y ont rien à faire qu'à ramasser les restes. Croit-on qu'ils y voient clair ? Pas du tout — plutôt la chasse aux boucs émissaires. Dès 1952, Georges-Émile Lapalme, chef du parti libéral, auquel les Anglais de Montréal se sont identifiés depuis Mercier, attribue au nationalisme chauvin de Maurice Duplessis « la fuite des sièges sociaux ». Et plus tard, début soixante-dix, quand la compagnie Sun Life *stampedes out* devant, supposément, la montée des séparatistes, la chicane prend chez les augustes économistes de McGill. ⁹

Eric Kierans accuse la collusion centraliste des bureaucrates outaouais avec les multinationales étrangères et l'obstination anti-française des barons du fric de Montréal. Il fait appel aux instincts adaptatifs de la bourgeoisie westmountoise : les Canadiens français veulent réussir dans la vie, comme tout le monde, et on les boude toujours sur *St-James Street* ; ils ne leur reste que l'État provincial. Mais leur nationalisme politico-économique, en rapatriant dans la province la lutte contre la domination étrangère et la centralisation fédérale, appartient au courant historique qui sauvera le Canada. Irwing Brecher, directeur du département, bondit : qu'est-ce que c'est que cette « simplicité », cette « bêtise », cette « invitation au suicide », ce « discours de clocher » ? Le protectionnisme mène à la ruine économique, et le pouvoir fédéral est le principal garant du droit des minorités *partout* au pays, voyons-donc ! ¹⁰

Tom Naylor renvoie les deux bonzes dos à dos : la « nostalgie » de Kierans ne vaut pas mieux que la « foi dangereuse et naïve » de Brecher. Depuis la Nouvelle-France, d'abord, « la société multinationale est aussi canadienne que le rêve américain ». Montréal a commencé par profiter de l'intégration *transcontinentale* (est-ouest) du capitalisme : traite, transport, finance, drain des richesses naturelles. Mais l'axe d'intégration *continentale* (nord-sud) s'est appuyé sur le secteur manufacturier et a toujours favorisé Toronto. La planification de guerre est à l'origine du « mariage d'admiration mutuelle »

8. R. SWEENEY, « Esquisse de l'histoire économique du Québec anglophone » : 73-92. Un article très riche.

9. E. KIERANS, I. BRECHER, T. NAYLOR, « L'affaire de la Sun Life » : 247-263.

10. Entre collègues, quand même, de tels mots, pareille verve polémique ! Quelle remarquable maturité, vitalité académiques ! C'est cette richesse-là, au fond, que voulaient s'approprier les intellectuels du mouvement « McGill français », en s'imaginant à tort court-circuiter par un détournement juridico-institutionnel la patiente élaboration d'une tradition d'excellence universitaire. Incidemment, l'échange Kierans/Brecher/Naylor est plus révélateur que « Un regard [plutôt plat] sur les universités anglophones du Québec », posé ici par Jean-Louis Roy : 305-313.

contracté entre les technostructures fédérales et multinationales. Après la guerre, la tendance à l'intégration *verticale* du capital (accouplement primaire/secondaire/tertiaire) a encore miné la vocation traditionnelle de Montréal : Toronto a ajouté le commerce et la finance à ses fleurons. En résumé, la mainmise étrangère *n'est pas nouvelle* et les provinces ne sont pas armées pour la combattre. Quant à Brecher, poursuit Naylor :

« [Il] présuppose que le fédéral se servira de son pouvoir pour *défendre* les minorités, alors que le Québec s'en servira pour les *pourfendre* [...] On ne peut que se raidir contre la logique qui fait croire que si les "aborigènes" se voient confier un certain contrôle politique, ils vont l'employer, non pas à redresser les injustices sociales, à développer et à équilibrer l'économie, mais bien à s'adonner perfidement à la persécution des minorités ethniques. » (P. 260.)

Pour Gary CALDWELL,¹¹ l'histoire de l'anglophonie québécoise se divise en trois périodes : de la Conquête à 1945 ; de là à la Loi 22 ; l'âge de la guerre des langues, enfin. Vous vous rendez compte : pendant près de deux siècles la question anglaise ne se pose pas. Elle vient au monde après la guerre, au gré de ce qui n'est pas tant une prise de conscience-de-soi qu'une double occasion d'angoisse : la marginalisation des grandes compagnies de Montréal et le réveil des hordes autochtones. L'attitude de Brecher se comprend : elle a toujours été celle des vérandas lorsque les grondements des tambours Mau-Mau se mêlent aux bruits de la jungle environnante.

2. *Le virage technologique*

Quand Caldwell fait débiter l'histoire contemporaine des Anglais en 1945, après deux siècles d'insouciance (qui correspondent à *nos* deux siècles de patience, pour reprendre le mot de Gérard Bergeron), il m'aide beaucoup à secouer le petit hochet que j'ai pris en main dans ce texte : les Anglais et les « Français » du Québec battent d'un même cœur socio-identitaire, encore que de manière réciproque ; ils sont pris à se définir mutuellement l'un dans le regard de l'autre, à l'intérieur d'un même cercle de signification, partiellement — il y a l'historicité, quand même — surdéterminé par l'évolution du capitalisme au moins nord-américain. Force nous est de constater que la conscience proprement québécoise des français de la province fait aussi, rétrospectivement, remonter son réveil aux lendemains de la seconde guerre. En ce cas, cependant, plutôt que de suivre les déplacements topologiques des nœuds d'intégration d'une économie-monde, on est conduit à privilégier plutôt les développements infrastructurels des forces et rapports de production mêmes.

Souffrons une succincte récapitulation des évidences banalisées à ce dernier chapitre. Et, pour commencer, dans le domaine des forces productives :

11. « Un peuple, une société » : 57-72.

exploitation accélérée de l'information plutôt que de l'énergie physique ; mise en valeur du savoir-faire en matière de technologie, de planification (*operational research and development*), de gestion, de mise en marché ; recours croissant au travail instruit ou intellectuellement programmé — une tendance manifeste dans la croissance de la part relative de la « langue-d'œuvre » (cols roses et blancs) au détriment de la main-d'œuvre au sens littéral (cols bleus) ;¹² élargissement de la sphère des services — donc de la qualité de matière grise qui traite de l'information et des êtres humains — relativement aux secteurs primaires et secondaires — qui occupent surtout des bras au traitement de biens matériels. (Incontestable déjà dans la nomenclature des « branches » industrielles, ce même déplacement se reflète à l'intérieur de chacune des industries.)

Ce virage technologique-là est amorcé depuis longtemps — celui qu'on invoque actuellement n'est que la dogmatisation idéologique de l'obligatoire — et il y a belle lurette que les « prises de conscience » se sont occupées de répondre à ses exigences. Entre autres : la croissance dépend de la *qualité* du travail, de la spécialisation de la force de penser, de l'aliénation productiviste de l'imagination, de la mise en valeur de la « ressource » humaine, du moulage systématique des personnalités pour qu'elles cherchent leur identité dans les alvéoles bureaucratiques et les créneaux mercantiles du nouveau salariat. Mais encore ? La santé, l'éducation, l'intervention thérapeutique sur les marginaux de tout type *doivent* faire l'objet d'un travail social rationnel, efficace, systématique, industriel, un travail que les riches ne peuvent défrayer tout seuls et que les anciennes cultures religieuses ou éthiques ne peuvent plus programmer ; d'où l'appel à l'État.

Le « hic » c'est qu'au Canada, ce genre d'ouvrage appartient aux provinces, entre autres parce qu'il n'avait aucune importance économique quand, en 1867, la bourgeoisie marchande anglaise et le clergé français se sont entendus, par avocats et politiciens interposés, pour se partager constitutionnellement les agréments de gérer chacun son monde dans sa langue.¹³ Le clergé tenait à ses écoles, à ses hôpitaux et à ses œuvres de bienfaisance : soit ! Les Anglais — on l'a vu — étaient capables de s'en payer, et des meilleurs. Il n'y aurait pas de conflit ethnique là-dessus, au Québec. On pouvait laisser, donc, ces domaines sous juridiction provinciale.

12. À chaque mois, les journaux rapportent comment le développement de l'informatique vient confirmer les effets monstrueux de cette tendance sur les nouvelles catégories de chômeurs qu'elle n'a, hélas, pas fini de créer.

13. J'ai déjà souligné ailleurs que si cette bourgeoisie avait été plus industrielle que marchande, jamais les provinces n'auraient hérité des richesses naturelles. Pour le bien futur du Canada, l'erreur paraît impardonnable. Regardez où on se ramasse aujourd'hui : des professeurs d'école comme Peckford se prétendent propriétaires du pétrole *off-shore* et des journalistes comme Lévesque vous passent l'Hydro-Québec sous le nez.

3. Le « French Power » contre la société civile

Traditionnellement, les Anglais avaient abandonné aux français le terrain de la politique provinciale, à l'exception d'une ou deux questions sérieuses — les ressources naturelles et le revenu, par exemple, où il convenait de retrouver le sympathique visage d'un ministre anglophone.¹⁴ Pour le reste, Ottawa s'en chargeait et les premiers ministres du Québec étaient abonnés du téléphone, après tout. Les institutions de la société civile offraient un cadre suffisant à la vie communautaire anglophone : un réseau scolaire autonome, trois universités, six *junior colleges*, des hôpitaux, des services sociaux, des hebdomadaires, deux grands quotidiens, des postes privés de radio et de télévision, la C.B.C. partout, etc. Étant donné la répartition constitutionnelle des responsabilités, il faut bien reconnaître que les Anglais n'avaient simplement pas besoin du gouvernement provincial. Sans s'en douter, ils demeuraient cependant vulnérables ; car, en dernière analyse, l'autonomie de leurs institutions tenait largement à la vitalité de la *principale* de ces institutions, la grande entreprise privée. Comme le rapporte, en effet, ici Sweeny, sans la conscience sociale qui vient avec le profit, McGill et Bishop's, Royal Vic, Montreal General, le fond Saydie Bronfmann et la Montreal Association for the Blind, etc. ne seraient pas au monde. À mesure que Montréal se transforme en « bras mort qui sert de havre pour les succursales de sociétés ayant leur siège social ailleurs » (WADELL, p. 50), c'est le corps social anglophone tout entier qui sent l'engourdissement. Les cadres et les élites étudiantes suivent l'appel des marchés de l'emploi ; la décision de fermer le *Star* est prise ailleurs ; et les « institutions » se verront bientôt réduites à l'humiliation d'aller mendier les subventions à Québec, où l'on entend mieux le français d'appareil que l'anglais de la société civile.

Il y a pire encore : l'excellence des services communautaires mis sur pied grâce aux contributions de la bourgeoisie de Montréal avait, plus que tout autre atout, peut-être, attiré les immigrants dans la sphère anglophone d'assimilation. Dès la fin du siècle dernier, les inégalités de condition quant à l'éducation, aux loisirs, à la santé se répartissent nettement selon l'appartenance linguistique. En 1927, les taux de morbidité tuberculeuse à Montréal sont de 167‰ pour les français et de 95‰ pour les Anglais. En 1917, il y a 7 300 étudiants dans les classes supérieures des écoles anglaises contre 6 200 rejetons de l'immense majorité dans les écoles françaises. Que fait la ville de Montréal pour compenser ? On a des chiffres sur les subventions par étudiant en 1921 : \$87 au réseau anglophone, \$45 en face (à l'Est, plus précisément). Question de localisation et d'accès aux organismes de service, dit Sweeny ; malgré la coupure entre les classes, « il était néanmoins plus facile à un travailleur anglophone d'avoir accès à l'éducation, aux soins médicaux et aux emplois ». ¹⁵

14. Introduction au chapitre sur « la scène politique ».

15. R. SWEENEY, *op. cit.*, p. 85. Les données précédentes également. Tout le monde sait maintenant que les écarts de revenus entre français et Anglais tendent à se refermer depuis 1960.

Or les formidables bouleversements de la carte mondiale dus à la guerre se conjuguent à l'accélération de la croissance au centre nord-américain du nouvel empire occidental pour augmenter dramatiquement, après 1945, l'immigration en provenance de l'Europe continentale — non-britannique. Bon, il y a toujours l'immense inertie du marché pan-canadien de l'emploi. Mais s'il fallait que les écoles, les services français d'aide sociale et de santé rattrapent l'excellence et l'universalité d'accès des institutions anglaises... ? S'il fallait que, pour des motifs politiques, le privilège mérité d'une minorité de statut se transforme en simple « droit » à défendre d'une minorité ethnolinguistique... ? La « communauté » anglophone, ainsi que le rappellent sans cesse les auteurs de ce recueil, est essentiellement *mobile* : elle tient moins à son enracinement générationnel qu'à celui de ses institutions civiles. Gary Caldwell signale qu'en anglophonie, une famille québécoise depuis plus de quatre générations constitue l'exception — sept générations n'est pas rare chez les français. Ce sont quand même ces exceptions-là qui forment le noyau dur de l'anglicité québécoise, et l'étayage démographique de leur sécurité identitaire dépend plus que jamais de l'assimilation des immigrants.

Les Canadiens français, confinés au Québec et ayant dramatiquement abandonné tout esprit revanchard sur le front des berceaux, se rendent bien compte de la même chose, poursuit Caldwell. Aussi n'est-ce pas par hasard si la proclamation de la Loi 22, en forçant l'intégration des immigrants à l'école française, sert de charnière entre le crépuscule de l'angoisse et la nuit de la panique anglaises.¹⁶

4. *La nouvelle machine à pouvoir*

Donnez-moi la machine à vapeur, aurait écrit — qui déjà ? — et je vous donnerai le capitaliste industriel. Eh bien, donnez-moi la machine à écrire, je

Mais, comme Lise Bissonette le signale ici avec son intelligence coutumière, les *perceptions* de l'écart résistent aux données statistiques à cause de la concentration de la population anglophone dans les quartiers plus cossus. Les nouveaux arrivants suivent donc la pratique établie et inscrivent leurs jeunes à l'école anglaise. (« La restructuration scolaire de l'île de Montréal : une occasion ratée pour les anglophones » : 291-304.)

16. Le mot « panique » n'est pas hyperbolique. David THOMAS rapporte les énervements suivants, par exemple. Deux jours avant l'élection du Parti québécois, en 1976, l'éditeur de la *Gazette*, manipulé par, *of all rubbernecks!* Robert Bourassa en personne — fallait-il que M^r Munro soit d'avance attendri ! — commet un éditorial où la pensée s'enfarge dans la syntaxe et caracole si absurdement hors du bon sens que trente-cinq journalistes du quotidien signent une pétition contre. À l'occasion du débat sur la Loi 101, la *Gazette* pique encore une crise : « Rene Levesque » perd ses accents et se voit crédité d'un « phlegme de diplomate » plutôt inédit chez un personnage aussi carré, tandis que *skillfully* devient « skilfilly » (ce qui signifie à peu près « habile pouliche ») et le P.Q., alors au pouvoir n'est-ce pas, « une obscure formation de gauche ». (« La presse anglophone des années 1970 coupable de complot ou d'incompétence ? » : 359-367. Thomas penche du bord de la seconde hypothèse.)

vous donnerai le capitaliste noo-bureaucratique. Quand les nouvelles industries gouvernementales de fabrication qualitative du travail (éducation et affaires sociales, par exemple) se mettront à compter sérieusement dans la montée du P.N.B., le Canada français, qui jusqu'alors n'avait pu s'offrir une classe le moins dominante sur le front du développement économique, y trouvera — sans avoir vraiment chicané pour — l'occasion objective de s'en donner une.

Pour tout dire, l'histoire dut lui montrer son salut du doigt avant qu'il ne s'en rende compte : c'est à Ottawa, sous Mackenzie King, que furent, à l'occasion de la Crise et de la Guerre, prises les premières initiatives de modernisation du rôle de l'État en matière de planification globale et d'intervention sociale — Duplessis s'obstinant à juger de la valeur de sa politique éducative, par exemple, au nombre de cloches qui sonnaient la rentrée scolaire, et jurant que « le pire chômage est le chômage du bon sens ». Les Anglais de Montréal trouvaient cela aussi absurde que Lévesque, Trudeau ou Gérin-Lajoie. On dirait parfois que tout le monde oublie qu'au départ, la Révolution tranquille du Québec a été annoncée *contre* le nationalisme canadien-français, dans un mariage de raison à peu près parfait entre *the best and the brightest* chez les Anglais et les français de la province.¹⁷

L'Équipe de Jean Lesage se mit à tonner de « l'État » du Québec et de la nationalisation de l'électricité aussitôt rendue aux commandes de l'imposant appareil étatique d'intervention qu'elle apprenait à maîtriser en même temps qu'elle le bâtissait ; on voit toujours plus loin du sommet des montagnes sacrées qu'en bas. Et le long terme, de plus en plus rapproché, Johnson se chargerait de le définir d'une question : égalité ou indépendance ? *Really? Dixit* Québec ? Non, *dixit* Ottawa aussi bien. Les métis qui venaient de s'y faire élire avec le vote massif du Québec français n'avaient pas d'autre chose en tête : à force de lutter pour l'égalité formelle, juridico-institutionnelle, des Anglais et des français au Canada, ils abandonneraient le marché politique de l'autodétermination québécoise aux séparatistes français. Moins que jamais depuis la Conquête, on ne pouvait gouverner ce pays, au sens le plus mathématique du terme, sans l'aval des Québécois français. Voilà pourquoi il me semble que les nationalistes étroitement québécois se trompent à dénoncer l'insignifiance du « soi-disant » *french power* fédéral. Il n'est pas du tout insignifiant, comme Mike Pearson l'avait compris bien avant que le Parti conservateur ne s'y résigne en prenant Brian Mulroney pour chef. Quant aux Anglais de Montréal, ils

17. Pendant quelques années, pour ne prendre que deux grands noms à McGill, Frank Scott (au N.P.D.) et Eric Kierans (chez les libéraux provinciaux) furent convaincus d'avoir réalisé avec les meilleurs des Canadiens français la nouvelle alliance McDonald/Cartier qui réconcilierait le Canada lui-même avec sa destinée manifeste, contre-américaine, originale. Que la polarisation des nationalismes ait fini par détourner pareil dialogue vers un « branchisme » souvent teinté d'amertume fait partie des tristesses qui continuent d'accabler la condition de Canadien au Canada.

s'arrachèrent un temps Pierre Trudeau pour leurs *garden-party* de Westmount, de N.-D.-G. et de *Town of Mount-Royal* avant de réaliser qu'ils perdaient sur tous les fronts : jamais, de mémoire d'homme, leur sort n'avait dépendu avant tout de l'État, qu'il fût fédéral ou provincial, et jamais autant des *chicanes entre French-Canadians*, à Ottawa comme à Québec.

5. Langue-d'œuvre et anglicité matérielle

Les transformations des forces et rapports de production ont eu un autre effet chez les anglophones québécois. Toutes les données de ce recueil le confirment : le combat pour la survivance (pas ce mot, quand même !) anglaise au Québec suit l'avant-garde des milieux scolaires et d'affaires sociales qui, contrairement aux brasseurs d'affaires, ne doutent pas un instant, et à bon droit, être incapables de gagner leur vie autrement qu'avec leur langue — anglaise, en l'occurrence. Pour ces groupes-là — voyez encore comme *ils* sont proches de *nous* — le pouvoir et la résistance à l'assimilation passent par la langue, au sens instrumental, quasiment technique — et non pas seulement du point de vue ethno-linguistique. Je veux dire que les couches ascendantes du milieu québécois-anglais ont un besoin aussi « matériel » de parler et de diffuser leur langue, pour s'établir, que leurs pendants francophones ; et que cela tient au moins autant à l'évolution du travail social qu'aux stratégies d'affirmation identitaire : l'évolution du capitalisme porte à l'avant-scène les catégories professionnelles formant l'élite de ce que j'ai appelé la « langue-d'œuvre », c'est-à-dire ces diplômés qui doivent trouver un poste dans une techno-bureaucratie pour réaliser leurs compétences intellectuelles : l'intelligentsia d'appareil.

Quand Caldwell assure que « de nos jours, il n'existe plus de coterie économique anglophone [québécoise] comme il s'en trouvait au dix-neuvième siècle » (p. 66), l'éleveur de moutons des Cantons de l'Est (qui ne dîne sans doute pas aux meilleures tables de Westmount) prend un peu le pas sur le sociologue empiriste qu'on connaît chez Gary. Il n'en reste pas moins que l'ancienne bourgeoisie montréalaise s'est trouvée déclassée à deux titres : comme crème de la crème du capitalisme canadien, et comme classe *pertinente* dans le procès de dépassement du capitalisme de la première génération. Multipliez d'autant l'affaiblissement de son emprise sur la communauté anglophone qu'elle avait hier rassemblée, polarisée et protégée. Déchéance qui touche aussi bien le prolétariat « traditionnel » de langue anglaise, ce prolétariat que Carla LIPSIG-MUMMÉ¹⁸ trouve — au terme d'un laborieux effort de débusquage — « fragmenté et silencieux ». En fait, conclut-elle, la seule place où on le voit revendiquer est celle où « la langue et l'emploi sont liés », « les services publics et parapublics ». Comme il y a beaucoup de services *privés* où prévaut la même condition, il est permis de supposer que la langue-d'œuvre prolétarienne

18. « La classe ouvrière anglophone : fragmentation et silence » : 183-196.

ne sort des catacombes que là où elle peut s'allier avec l'intelligentsia d'appareil : à l'école, à l'hôpital, dans les établissements de services sociaux, surtout.

Le vieil *establishment* ne doit pas trouver cela très drôle. Imaginez que, cadre supérieur de la Sun Life ou de Bank of Montreal, vous deviez céder la parole au professeur d'école de votre enfant : vous aussi, l'envie de déménager à Toronto vous viendrait et sinon, d'envoyer vos grands étudier hors-Québec. Mais la vie n'est guère facile non plus pour les *nurses*, les professionnels, les enseignants, les journalistes, les chercheurs. Normalement, il leur faudrait des complices au faite des machines de socialisation et de planification : les ministères, régies et organismes gouvernementaux. Les financiers de *St-James Street*, eux, avaient toujours eu leurs gens à Ottawa. La nouvelle élite devrait, en principe, investir l'administration provinciale. Or, rapporte David ALLNUT,¹⁹ il n'y avait que 521 Anglo-Québécois sur 75 185 fonctionnaires du Québec en 1979, dont 28 cadres et 110 professionnels seulement (0.7% des postes contre 13% de la population). Les alliés privilégiés que sont les Néo-Québécois se tirent un peu mieux d'affaire (0.9% pour 6.9% de la population), mais enlèvent les 798 Français de France du lot (1 454) et le mirage s'évanouit. Discrimination ? Fatale, alors, plutôt que délibérée. Quand le gouvernement provincial publie soixante-dix avis de concours dans la *Gazette* et les quotidiens du Canada anglais, il ne reçoit que soixante-deux candidatures. La ville de Québec représente un véritable exil, les horizons de carrière y sont encombrés par l'unilinguisme et les réseaux d'anciens carabins des universités francophones. Mais il y a autre chose : même à la Ville de Montréal et dans l'administration *fédérale* au Québec, la proportion de fonctionnaires anglo-québécois reste si infime que, pour Allnut, « c'en est embarrassant ». Le rôle de fonctionnaire (au Québec) n'est pas encore entré dans les mœurs de la communauté parce que l'élite traditionnelle pouvait s'en passer. L'obstacle majeur, une fois cette attitude décomptée, reste évidemment la langue, puisque rien n'empêche les bilingues de poser leur candidature. Or, il y a encore 400 000 Anglo-Québécois sur 600 000 qui « ne peuvent fonctionner en français ». ²⁰ À court terme, les perspectives n'ont rien d'encourageant : « Il n'y aura jamais suffisamment de postes vacants », de l'avis d'Allnut, « pour que puissent être atteints les objectifs globaux des programmes d'égalité en emploi pour les femmes, les minorités culturelles, les personnes handicapées et les autochtones. » (P. 239.) Se voir ainsi banalement associés aux handicapés, aux femmes et aux autochtones doit être passablement dégrisant pour les Anglais « majoritaires » encore hier. Ils se consoleront peut-être à la pensée qu'ils ne sont pas seuls à devoir attendre du vieillissement démographique l'occasion de poser enfin sur l'appareil d'État

19. « La fonction publique québécoise » : 233-246.

20. David WATERS, « Les médias de langue anglaise et le Québec nouveau » : 319-336.

québécois la patte qu'ils désireraient : René Lévesque aussi, à ce qu'il en disait l'autre jour.²¹

Bref, que, depuis la fin de la décennie soixante, les Anglais du Québec se soient donné l'autonomie des institutions *communautaires*, le système scolaire au premier chef, comme champ de bataille privilégié, cela coulait de source sociologiquement : leur tradition libérale d'attachement aux organes de la société civile les y prédisposait et, de toutes manières, leurs nouveaux états-majors y étaient coincés, un peu — ô ironie — à la manière du clergé catholique français retranché sur ses œuvres et institutions paroissiales et diocésaines.

6. *Désordres et confusions*

De l'avis unanime des auteurs, la guerre fut mal menée. Incapables d'initiative originale, sans *leaders* assurés, les troupes ont dû s'engager sans stratégie en réaction tactique aux attaques de l'assiégeant. Quand les Italiens de Saint-Léonard sont descendus dans la rue pour conserver leurs écoles anglaises à l'intérieur d'une commission scolaire catholique, ni le Protestant School Board of Greater Montreal ni les enseignants du réseau anglo-protestant ne sont venus à leur secours. Lancé en solitaire dans un admirable combat en faveur de la raison, William Tettley a trouvé devant lui l'ignorance crasse des James Richardson, ministre libéral fédéral, qui « non seulement refusait d'admettre, mais encore ne comprenait pas vraiment que, dans certains domaines, en vertu de la Constitution, les législatures provinciales sont souveraines » (p. 394), et du côté de Québec, la viscosité des Garneau et des Choquette, ministres de l'éducation, qui, après avoir défendu passionnément la Loi 22 dans le secret du cabinet des ministres, se convertiraient démagogiquement au « libre choix » de la langue d'enseignement le matin où ils se lanceraient dans la course au *leadership* de leur parti.²² Quand la Commission Parent, dans la belle naïveté techno-pédagogique qui a caractérisé sa pensée, propose d'unifier les écoles de Montréal sur une base strictement territoriale et de confier à chaque commission scolaire le mandat de satisfaire au besoin ses clientèles anglaises ou françaises, protestantes, catholiques ou autres, les porte-paroles anglo-protestants s'y opposent et mettent, selon l'expression de Lise Bissonette, « du politique là où il était absent ». On préfère s'accrocher aux garanties constitutionnelles du droit

21. On se rappellera que le chef du Parti québécois compte sur la disparition graduelle des vieux électeurs, naturellement plus conservateurs, pour faciliter la conversion de l'électorat au souverainisme. Cette analyse lui a mérité beaucoup de critiques, pour la mauvaise raison : le cynisme. En fait, l'hypothèse ne tient que si les nouvelles générations d'électeurs se portent massivement vers l'option de M. Lévesque. Rien n'est moins sûr.

22. William TETTLEY, « Les anglophones et la législation sur les langues : une histoire vécue » : 391-412.

de la minorité « protestante » contre les sombres desseins des *Natives* majoritaires. Résultat ? De 1979 à 1980, le réseau français de Montréal ne perd que 3% de ses élèves, le réseau anglais, 9.2%.

Michael STEIN qualifie de « crainte presque paranoïaque » l'attitude affichée devant la Loi 22 de 1974.²³ M. Bourassa, carrément méprisé, perd tout attrait hors de l'anti-séparatisme primaire. Ce pauvre M. Biron, Grand chevalier de Colomb, héritier du fief « péhémiste » de Sainte-Croix de Lotbinière et de l'archaïque dépouille du parti de Duplessis, se mérite même une audience attendrie. Au matin du 15 novembre 1976, il découvrira comme tout le monde le Parti québécois au pouvoir, l'électorat anglais massivement libéral, isolé et, pour la première fois dans son histoire, sans représentant du côté des banquettes gouvernementales du parlement provincial. Le P.Q. enfile dans ce vide la Loi 101, avec ses relents un peu mesquins de caporalisme linguistique (on préférera, finement, parler de « nazisme » au *Suburban*). Épuisée, houleuse, désespérée, la minorité proteste en vain, n'a pas le temps de panser ses plaies, attrape sur le pouce un *hambourgeois* avec une *racinette* et court se lancer dans la bataille du NON ! NON ! NON ! au référendum sur la souveraineté-association. Son héraut pour l'occasion, Claude Ryan, lui donne la victoire mais n'arrive pas, lors des élections générales suivantes, à renverser le parti séparatiste et additionne l'injure à la blessure lorsqu'il vacille devant le rapatriement de la Constitution canadienne, quant M. Trudeau entreprend de régler une fois pour toutes ses comptes avec Duplessis en remettant la province de Québec à sa place, à côté du Manitoba, quelques pas devant le Yukon et un poil derrière l'Ontario qui, elle, n'est pas constitutionnellement forcée d'embrasser son demi-million de francomorphes au bec pustulé.

C) Combien de divisions ?

La lecture apportée ici va à l'encontre d'un message auquel tiennent énormément les directeurs de rédaction et les auteurs du livre en rubrique. J'assimile trop rapidement les anglophones québécois aux Anglais, aux bourgeois d'affaires, aux W.A.S.Ps., aux *Montrealers*, aux « Rhodésiens » de Westmount et de *Town of Mount Royal*. Alors qu'en réalité, selon l'expression de Wadell et Caldwell, « la communauté anglophone est une communauté linguistique et non un groupe ethnique » (p. 460), formée de *minorités* et non formant *une* minorité, « une population davantage qu'une communauté » (p. 65), à « mille et une facettes » selon le titre d'un chapitre entier.

Un nationaliste québécois de grand cru — ce que je ne suis pas — défendrait son point de vue en laissant peser le soupçon sur des idéologues de

23. « Changement dans la perception de soi des Anglo-Québécois » : 111-130. De la simple panique à la paranoïa, ce changement ? Il est plutôt probable que Stein s'offre une licence littéraire. Il n'y en a pas beaucoup d'autres dans son article, incidemment.

l'anglophonie qui essaient un peu trop fort de noyer le poisson : qui vous déterrent tant de religions qu'on oublie que les écoles anglaises demeurent avant tout protestantes ; tant d'ethnies qu'il faudrait rester aveugle au fait que près de 70% des anglophones sont « anglo-celtiques » ; tant de Shannon, Saint-Malachie, Grosse-Île (de la Madeleine) que le *West Island* a l'air d'une banlieue sans prétention et Montréal même, un centre parmi d'autres d'une « communauté » qui l'est si peu qu'il vaut mieux parler de « population ». Lancé dans son procès d'intention, notre militant Saint-Jean-Baptiste attirerait l'attention sur le fait qu'il n'y a pas moyen de prendre claire mesure de l'anglophonie québécoise à partir des chiffres fournis par les auteurs au fil de l'argumentation. Quand surgit la grossière question stalinienne : combien de divisions ? tout le monde se met à tortiller ; eh ! bien voici, c'est compliqué en diable.

1. La population « anglo-celte »

Partons du solide : en 1976, il y avait au Québec 797 000 citoyens de langue maternelle anglaise et 331 000 allophones, soit 1 128 000 non-francophones. À partir de là, tout s'embrouille. Les auteurs veulent surtout montrer que la réalité non francophone du Québec n'est pas homogène, mais au contraire très diversifiée selon la résidence, l'appartenance de classe, l'héritage ethnique, la confession religieuse, etc. Cela est effectivement indubitable et cette diversité va en s'affirmant de plus en plus depuis une vingtaine d'années. La question n'en disparaît pas pour autant de connaître le poids spécifique, dans cet agglomérat, du noyau de la première immigration anglophone, écossaise et anglaise proprement dite, auquel viendront s'assimiler (sous réserve de catholicisme) la majorité des Irlandais avant que le siècle actuel ne soit très avancé. Car ce sont eux qui ont défini la sereine identité « majoritaire », passablement britannique, de l'anglo-québécois. Les *White-Anglo-Saxons*, disons, qu'on appelle « anglo-celtes » en ces pages. WADDELL²⁴ nous apprend d'abord que 54.4% des non-francophones *ne sont pas* d'origine anglo-celtique : 518 000 le seraient donc effectivement. Mais il dit aussi que 66.9% des anglophones appartiennent à cette souche, soit 533 000. Quel chiffre prendre ? D'autant que CALDWELL²⁵ écrit, de son bord, que la moitié seulement des anglophones ont des racines britanniques et irlandaises — on serait alors à 400 000.

Sachant à quel point les milieux de la grande entreprise montréalaise ont pu influencer les représentations de leur congénères immédiats, il importerait de connaître la proportion d'anglo-celtes vivant dans la région de Montréal. Personne ne le dit. Il faut calculer soi-même, à partir d'un chiffre avancé par Caldwell : 115 000 anglophones résident en province et presque tous *sont* d'origine anglo-celtique. Sur les 533 000 W.A.S. de Waddell, 418 000 seraient

24. « Des gens et des lieux » : 21-56.

25. « Un peuple, une société », *op. cit.*

donc Montréalais — 285 000 seulement en suivant Caldwell. Regardons une dernière dimension : Caldwell compte 85% des Anglo-Québécois à Montréal (677 000) et Waddell, 75% (597 000). Sur une piste, les vieilles familles *montrealers* sont minoritaires (42%) dans l'anglophonie montréalaise, et à plus forte raison encore (35%) dans l'ensemble des Anglo-Québécois. Focaliser le regard sur « les Anglais de Montréal », comme je l'ai fait ici, n'a donc pas de sens. Sauf si on écoute plutôt Waddell, selon qui ils seraient *très largement* majoritaires à Montréal (68%) et majoritaires au Québec anglophone (51%). On sait enfin que nul ne conteste le caractère quasi exclusivement « anglo-celte » des anglophones de province : lorsqu'on pense à la proximité mentale ayant pu rapprocher les grands patrons de Montréal et les petits patrons de province (dont les descendants se retrouvent souvent dans d'anciennes « villes de compagnie »), les données de Waddell réconfortent plutôt qu'ils ne découragent l'image d'une anglophonie polarisée par les descendants des Anglais originaux de Montréal.

2. *Encore une classe-ethnie ?*

Qu'importent les chiffres, d'ailleurs, puisqu'on n'identifie pas les acteurs sociaux en comptant les têtes, mais en étudiant la façon dont ils se manifestent dans les luttes sociales ou la praxis historique, et dans la position qu'ils occupent relativement aux autres acteurs d'une même structure sociétale en évolution (en l'occurrence et par cercles concentriques : l'empire américain, le Canada, le Québec). Or, plusieurs indices glanés dans cette perspective au fil de la lecture de ce livre soutiennent la thèse selon laquelle le point de vue politico-économique de la bourgeoisie d'affaires montréalaise a dominé, jusqu'à tout récemment du moins, les manifestations principales de l'anglophonie dans l'histoire québécoise. Le qualificatif de *classe-ethnie* appliqué par Rioux et Dofny aux Canadiens français mérite sans doute toutes les critiques dont il fut l'objet, mais on se demande s'il ne faudrait pas le recycler pour parler des Anglo-Québécois, chez qui la diversité révélée par les statistiques ne s'est guère reflétée dans la pratique politique.²⁶

Voici quelques-uns de ces indices. Depuis la fin du dix-neuvième, les Québécois de langue anglaise ont eu tendance à se regrouper localement pour former leurs quartiers, villages ou régions « majoritaires » ; le plus souvent, les établissements des riches ont alors servi de pôle d'attraction. L'inertie des modèles « culturels » établis par les couches supérieures y a gagné beaucoup

26. Lipsig-Mummé ne fournit aucun chiffre réel sur le prolétariat anglophone, seulement des pourcentages calculés sur le total des travailleurs salariés et non sur l'ensemble de la population anglophone. Cela ne permet pas d'évaluer la proportion d'Anglo-Québécois qui n'appartient pas aux petites ou grandes catégories du patronat.

d'énergie. Plusieurs auteurs insistent sur la mobilité géographique des anglophones, sans fournir de ventilation par classe socio-économique. De deux choses du moins l'une, alors : parmi les plus enracinés, il doit bien y avoir des grandes familles attachées à Montréal par la localisation de leurs entreprises ; d'autre part, si la population roule, les institutions communautaires mises en place par les riches n'en incarnent que plus fortement encore la continuité de la communauté. Dans tous les cas, la permanence et l'historicité de l'angloquébécois dépend de l'empreinte laissée par la bourgeoisie financière et marchande d'origine britannique et protestante. Carla Lipsig-Mummé pointe du doigt l'étalement traditionnel de la classe ouvrière anglophone entre un sommet « d'aristocrates-ouvriers » (selon son mot) et un fond du panier de journaliers et de *cheap-labor* composé des derniers arrivants. Comme bougonnait Engels à propos de l'Angleterre : dans cette nation bourgeoise entre toutes, même les ouvriers sont bourgeois. Ajoutons que ce genre de déportement des faibles vers les forts s'accroît en contexte colonial, où les autochtones servent de repoussoir commun. Le protestantisme officiel et constitutionnel du réseau principal de scolarisation anglophone n'a certainement pas affaibli l'emprise des W.A.S.Ps. sur les autres anglophones, immigrants en voie d'assimilation inclus. La rareté des anglophones dans la fonction publique témoigne à rebours d'une propension sans doute généralisée à concevoir l'entreprise privée comme domaine privilégié de carrière, et le libéralisme (si cher aux grands capitalistes lorsque la concurrence ne les empêche plus de dormir) comme rempart de la liberté, c'est-à-dire contre l'invasion d'un État qui s'adonne à être français. Ainsi l'anglophone moyen de Pointe-Claire rejoint-il celui de Westmount du même côté des barricades anti-« collectivistes », anti-« étatistes », anti-nationalistes.

Lise BISSONNETTE²⁷ rapporte que les Néo-Québécois amènent les principaux fantassins à la guérilla contre la Loi 101. Ils se trompent, comme l'ont compris les *leaders* historiques des Anglo-Québécois, les Anglo-Britanniques de vieille souche, mieux établis à tous les points de vue, lesquels se portent à l'avant-garde du mouvement d'inscription *volontaire* aux classes françaises. David WATERS,²⁸ de son côté, nous décrit des médias anglophones réduits par leur marché restreint à servir, au sens le plus dépendant du terme, à flatter les instincts primaires de leur public. Or, la question de l'*unanimité* solide de ce public ne se pose même pas. Finie, ici, la diversité, mis à part quelques scrupules inspirés par l'éthique journalistique et non pas par la répression des différences de point de vue. Devant la Loi 22, la C.B.C. diffuse de grands reportages sur le problème linguistique pendant que le poste privé C.F.C.F. fait signer une immense pétition contre. Résultat ? Les cotes d'écoute du poste de la C.B.C. dégringolent à partir de ce point, au bénéfice de C.F.C.F. Quand le P.Q.

27. *Op cit.*

28. *Op. cit.*

présente, en 1973, son budget de « l'An un de l'indépendance », croit-on que le *Montreal Star* — au service de son public, n'oublions pas — va faire débiter son compte rendu par la réaction d'un autre parti politique ? Pas du tout : la parole est donnée au président du grand monopole privé Bell Canada, le métis Jean de Grandpré. Parmi les réactions de vingt-deux journaux canadiens (dont ceux de Montréal) à la crise d'octobre 1970, Arthur SIEGEL²⁹ relève, entre autres, celle-ci : quand les quotidiens francophones insistent sur les injustices socio-culturelles démasquées par le geste théâtral des felquistes, les journaux anglophones s'inquiètent des effets de ce carnaval sur *la valeur du dollar et les fluctuations des cotes boursières*. *The Gazette*, conclura de son côté David THOMAS,³⁰ « est devenu le journal d'une minorité ethnique, comme le *Mexico City News*, ou à peu près » (p. 365). Mais le *Mexico City News* sert-il une « minorité ethnique » ou bien le quarteron néo-colonial du personnel-cadre « en exil » de l'empire américain ? Alors, qui parle pour les Anglo-Québécois ?

Finalement, le meilleur argument en faveur de la thèse que j'essaie de défendre, c'est chez les directeurs de rédaction Caldwell et Waddell qu'on le trouve. Mais avant d'en parler, permettez-moi une hypothèse sur le pluralisme presque militant des meilleures signatures rassemblées par ce livre. J'ai moi-même essayé de montrer plus haut comment l'acteur socio-historique *White-Anglo-Saxon-Protestant-Montrealer-Canadian-Colonial-Capitalist* (prononcer « *waspem-triple-C* »), que je trouve plus commode d'appeler « les Anglais de Montréal », se trouvait présentement en rupture d'historicité, en réorientation, en redéfinition, en recomposition. L'intelligentsia professionnelle joue un rôle capital dans ce virage et, aux franges de l'avant-garde — pensez à David Payne du P.Q., à Phillip Edmonston de l'Association de protection des automobilistes, ou à Gary Caldwell lui-même — s'agit une poignée d'Anglo-Québécois qui, immigrants d'Europe, des États-Unis ou du Canada, apportent un regard neuf sur la condition anglaise d'ici. Plus que quiconque, mais avec plusieurs sympathisants de vieille souche, ces intellectuels participent à la Révolution polie (elle sera nécessairement encore plus que tranquille) en tentant d'accélérer la décomposition du noyau « Anglais de Montréal » dans le bouillon de culture de la simple anglophonie, avec l'espoir d'arriver à recombinaison autrement les « mille facettes » élémentaires de cette « population » et d'encourager l'accouchement d'une nouvelle identité québécoise-anglaise au moins aussi québécoise que les Canadiens français auraient voulu être Canadiens. Or, à quelle tradition devrait s'abreuver ce renouveau dans la continuité ? *À la tradition britannique* selon Caldwell, Waddell (et, pour ce que vaut l'opinion de votre humble serviteur, moi-itou). « Comme il serait paradoxal, écrivent-ils, que ce soient les valeurs de la tradition anglaise qui aident le Québec à retrouver sa vitalité

29. « Les médias québécois et l'unité canadienne » : 337-358.

30. *Op. cit.*

“pré-moderne” en contribuant à la contre-modernisation sans laquelle le Québec ne deviendra qu’un musée de *homeless minds*.» (P. 462.) Pour éviter tout émoi aux esprits progressistes, je m’empresse d’expliquer le contexte qui fournit son sens à ce vocabulaire de « pré » et de « contre-modernité ». C’est l’impérialisme américain, économique (êtes-vous là, M. Kierans ?) et culturel, dont on sait qu’il pèse encore plus lourd sur le Canada en général que sur le Québec en particulier — à cause de la langue, précisément. L’idée de base, ici, c’est que l’humanité est toujours de quelque spatialité et de quelque temporalité singulières ; que les collectivités réalisées n’ont pas grand-chose à projeter dans l’avenir si ce n’est le bagage symbolique que l’histoire leur a laissé, bon gré mal gré, en héritage. Et que la modernité, dotée elle aussi d’un temps et d’un centre, est toujours appel au reniement lorsqu’on prétend laisser tomber le seul passé qu’on ait, et s’exiler de sa propre historicité.

D) *Anglo-Québec ! En mutation !*

« L’idéologie des nationalismes canadien-français et canadien-anglais, en tant qu’élément de la superstructure — écrit John D. Jackson marxistement (ce qui n’exclut pas toujours l’intelligence, surtout lorsqu’on porte un prénom sublimement capitaliste³¹) — s’est dégagée de son enracinement dans les rapports de classe pour acquérir une certaine autonomie. » (P. 389.)

C’est à peu près cela. Les rapports identitaires se moulent de moins en moins étroitement sur les rapports de classe ou, en tout cas, le devraient. Pour que la « conscience » rejoigne les possibles réalisables, il faudrait que les anglophones « participent à l’activité des grandes institutions » de la société québécoise, comme les en pressent Caldwell et Waddell. Ce qui exigerait au préalable, continuent-ils, une maîtrise de la langue française, certes, mais surtout, aussi, du bagage culturel qui lui colle aux synapses dans l’ambiance québécoise. Donnons un exemple : lorsqu’on publie des livres, faire très attention à la traduction, éviter à tout prix le style *Sélection du Reader’s Digest*. Ne pas dire gentiment que « la famille Robin [...] possédait en 1974, à la Baie des Chaleurs, une poissonnerie qui *desservait* les pêcheurs de morue de l’endroit » (Allan JONES, p. 95).³² Je souligne parce que les vieux qui se souviennent encore de l’exploitation de « la Robin » savent bien qu’avec de pareils « services », on peut se passer de la domination la plus féodale et la plus anglaise (même lorsque le siège social du « service » familial est à l’île Jersey). Quand Arthur SIEGEL annonce que « les lacunes dans le domaine des communications creusent des fossés entre les individus », on approuve gravement du fond du cœur ; quand, en guise d’illustration, il évoque la Crise d’octobre

31. Une blague expliquée n’en est plus une, mais rappelons, en commisération des mémoires courtes, qu’il fut un temps où le capitalisme s’appelait John D. Rockefeller *the first, the second and the third*.

32. « Les anglophones et l’enseignement jusqu’à 1964 » : 131–145.

(« étroitement liée au différend entre Canadiens francophones et anglophones et [qui] peut, en un certain sens, être considérée comme une tentative pour résoudre par la violence la querelle constitutionnelle et briser la fédération canadienne » (p. 342),³³ on entend bon nombre de « Canadiens francophones » réprimer une pouffée de rire en se disant qu'*en un certain sens*, les frères Rose auraient effectivement dû s'occuper plutôt de combler les « fossés » de communication entre « les individus » canadiens.

Lorsque Sheila McLEOD ARNOPOULOS³⁴ parle du « bureau des écoles protestantes » au lieu de la commission scolaire protestante, son français est privé de toute résonance québécoise. Pour stigmatiser le provincialisme chauvin déguisé en revendication autonomiste, Tom NAYLOR³⁵ utilise un terme qui n'a aucun sens dans la culture française : « le droit des États » ; il s'agit de la traduction mécanique de l'expression américaine « *state's rights* », dont se réclamaient, par exemple, les ségrégationnistes du Sud contre les empiètements du gouvernement de Washington dans le domaine des droits civiques. Chez des intellectuels hypersensibles à l'américanisation (U.S.) du Canada, laisser passer une telle coquille étonne un peu. Comment ne pas déplorer, enfin, l'absurdité dont la maltraduction afflige les conclusions, par ailleurs stimulantes, qui viennent clore l'article d'Henry MILLNER sur la gauche anglophone ?³⁶ Millner appelle l'émergence d'une gauche responsable et réprouve tout genre de dérapage groupusculaire. Au titre d'anglophones, veut-il dire, les Anglo-Québécois ont un rôle spécifique à jouer au sein de la gauche québécoise dans son ensemble. En tant que gens de gauche, d'autre part, ils ont aussi une place à prendre dans le milieu anglophone. Mais, en rendant *leftist* par « gauchiste », on lui met en bouche des phrases ridicules : « les anglophones, en tant que gauchistes... », « les gauchistes, en tant qu'anglophones... ». Personne, à l'I.Q.R.C., n'a perçu l'hiatus sémantique ?

Ces quelques anicroches sont révélatrices, mais non représentatives de la qualité générale de la langue utilisée au long du livre. Elles montrent quand même comment nos camarades d'« Anglo-Québec en mutation » n'ont pas fini de commencer à muter. Leur en faire reproche serait mesquin, puisqu'ils semblent parfaitement au fait de l'immensité de l'ouvrage qui les attend. Depuis Henri Bourassa, les plus canadiens des Canadiens français ont prétendu que le drame du Québec portait en son sein le salut d'un projet canadien vraiment original. Caldwell et Waddell poussent les enjeux d'un cran : l'affirmation des Anglais du Québec peut concourir à celle du Québec français et, par ce relais, à l'affirmation d'une identité proprement canadienne devant l'osmose et la

33. *Op. cit.*

34. « L'intégration des anglophones à la société québécoise » : 146-157.

35. *Op. cit.*

36. « La gauche anglophone et l'auto-détermination » : 413-429.

domination états-uniennes. « Il est illusoire d'attendre », ajoutent-ils en tant que Québécois, que « les professeurs de Cégep importés de Toronto [fassent le travail] à notre place ».

Bon. Reste à voir ce que sera, dans cette généreuse entreprise, la contribution éventuelle, disons, des professeurs d'université importés de Kénogami.³⁷

Jean-Jacques SIMARD

*Département de sociologie,
Université Laval.*

37. Quatre articles n'ont pas été cités: Stuart RICHARD signe une intéressante petite monographie sur « la communauté anglophone de Grosse-Île, aux Îles-de-la-Madeleine. Plan d'aménagement et mines de sel »; Wallace LAMBERT et Richard G. TUCKER rendent compte d'une expérience scolaire fructueuse dans « Les enfants du programme d'immersion »; N.H. MAIR parle de façon très éclairée des « Églises protestantes ». Par contre, l'article de David ROME sur « les Juifs dans le Québec anglophone » démontre involontairement comment l'épreuve du racisme ne garantit nullement qu'on y échappe soi-même.